



Etat social actif, conséquences sur le travail social et l'alphabétisation

Sélection bibliographique commentée décembre 2012
Présentée dans le Journal de l'alpha n° 187

INTRODUCTION

Qu'entend-on par État social actif (ESA) ? En quoi celui-ci diffère-t-il de l'État social traditionnel (État-providence ou welfare state) ? Quels sont les effets sur le travail social, sur les formations, sur les bénéficiaires, sur l'apprentissage ? Quels sont les enjeux pour les acteurs sociaux ? Cette sélection indique une série de documents qui peuvent contribuer à trouver des réponses à ces questions.

La problématique de l'ESA est certainement la question fondamentale que doit affronter le monde associatif aujourd'hui. Voici maintenant plus de 10 ans que, de manière pernicieuse ou ouvertement violente, l'ESA est devenu la norme indépassable de toute forme de solidarité sociale. Sa logique, intrinsèquement liée au 'marché', s'est imposée, d'abord dans les institutions censées aider les demandeurs d'emploi, ensuite dans des pans entiers de la sécurité sociale, s'infiltrant dans le monde associatif jusqu'à contaminer les principes fondamentaux qui guident l'action de celui-ci. C'est le cas par exemple des secrétaires travaillant dans les EFT et les OISP, comme le montre Véronique Kinet dans son travail de fin d'études cité dans cette sélection: « Interpelées quant à leur identité et leurs pratiques professionnelles, une grande majorité d'entre elles font part de leur difficulté à se situer par rapport au rôle de contrôle et de sanction que les politiques d'activation des chômeurs leur font jouer. » (p. 10) Et V. Kinet poursuit : « D'autres formateurs travaillant pour des opérateurs de formation (...) font également part du malaise ressenti par des travailleurs des EFT et des OISP. » Aussi, vérifia-t-elle dans son travail l'hypothèse que « l'État social actif participe à la mise en place d'un nouveau cadre structurant qui influe sur les représentations et justifications que se donnent les travailleurs des EFT et des OISP » (p.11). L'enjeu est loin d'être anodin ! Il apparaît en effet de plus en plus clairement qu'un siècle d'acquis sociaux est ici mis en cause, comme le sont également le bien être d'une part toujours croissante de nos concitoyens, la solidarité et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs et, plus spécifiquement, l'essence même du travail social.



La sélection que nous vous proposons ci-dessous se divise en trois parties. La première reprend des documents généraux, analytiques ou théoriques sur l'ESA ; la seconde aborde le sujet à travers la problématique du travail social, de ses acteurs et bénéficiaires ; enfin, la troisième apporte des témoignages de personnes ayant eu affaire à l'ESA, étant entendu que des témoignages apparaissent également dans certains documents recensés dans la seconde partie.

Nous le vivons au quotidien et pourtant, les analyses et témoignages existants sur la question renforce notre perception et nous sort de l'abattement : « Avoir une analyse globale de la société, se confronter à des discussions, à des débats avec des collègues ou avec d'autres militants permet non seulement d'approfondir son travail, de lui donner du sens mais aussi de garder une volonté d'agir » (Raymond Curie, in 'Le travail social à l'épreuve du néolibéralisme : entre résignation et résistance', p. 136).

par Eduardo CARNEVALE



DEFINITIONS, ANALYSES ET CRITIQUES

DURAND Pascal, **Les nouveaux mots du pouvoir : Abécédaire critique**, Aden, 2007, 461 p.

Cote : SC-HUM dura

'Adaptation', 'Blairisme', 'dialogue social', 'employabilité', 'État social actif', 'évaluation', 'flexisécurité', 'formation tout au long de la vie',... : ces mots reviennent en boucle, quotidiennement, dans le discours politique et journalistique. Si présents, si fréquents qu'ils passèrent presque inaperçus de ceux qui les formulent comme de ceux qui les reçoivent. Mais d'où viennent-ils ? À quels univers de représentation et d'assignation sont-ils associés ? Que signifient-ils ? Que nous indiquent-ils en fait d'attitude politique ou de comportement social ? Opposer à la pensée néolibérale des nouveaux mots du pouvoir un effort de connaissance critique conjuguant ironie et rigueur, tel est l'enjeu du présent abécédaire. Tâche nécessaire à laquelle se sont attachés près de 70 spécialistes venus de différents horizons scientifiques et nationaux, politologues, historiens, sociologues, théoriciens du langage, économistes, écrivains et philosophes, tous portés par un même souci d'y voir plus clair dans l'opacité des mots qu'une certaine idéologie tente de nous inculquer.

VIELLE Pascale, POCHET Philippe, CASSIERS Isabelle, **L'État social actif : Vers un changement de paradigme ?**, PIE-Peter Lang, Travail et Société, 2006, 370 p.

Cote : TRVSOC viel

L'expression 'État social actif' a fait son apparition dans le langage politique et journalistique belge à la fin des années 1990. Son usage s'est rapidement diffusé et banalisé, gagnant les grands médias. Le concept a donné lieu à des débats passionnés, laissant toutefois en suspens un certain nombre de questions : est-on confronté à une opération cosmétique destinée à habiller de neuf d'anciens instruments, institutions ou techniques ? Ou s'agit-il plutôt d'une réelle révolution des politiques sociales ? Dans cette dernière hypothèse, les changements se produisent-ils dans le respect des principes de solidarité fondateurs de la sécurité sociale - une réinterprétation de ceux-ci dans le cadre d'une économie mondialisée - ou l'ampleur du virage annonce-t-elle une rupture paradigmatique ? Assiste-t-on à la disparition du modèle de l'État-providence ou au contraire à sa revitalisation face aux transformations du capitalisme ? À une capitulation des institutions du vieux continent face au dictat de la globalisation, ou à un formidable potentiel de consolidation du 'modèle social européen' ? C'est notamment à ces questions que cet ouvrage collectif entend apporter des réponses issues de perspectives disciplinaires variées (droit, philosophie, économie, science politique, et sociologie).

> Voir aussi l'introduction du livre sur le site de Peter Lang (bonne présentation des différentes parties) : www.peterlang.com/download/extract/14602/extract_29227.pdf

L'État social actif : Un projet pour les travailleurs ? [dossier], Les dossiers de la FGTB de Bruxelles, n°9, décembre 2006, 51 p.

Cote : ISP TRAV fgtb

Depuis quelques années, en Belgique comme en Europe, les politiques sociales se revendiquent plus ou moins explicitement de l'idée d'un 'État social actif'. Une notion accueillie parfois chaleureusement, à droite de l'échiquier politique, mais aussi à gauche. Une notion aux contours imprécis. Une notion également controversée puisque justifiant certaines réformes souvent jugés contraires aux intérêts des travailleurs.

Dans l'introduction, le concept d'État social actif est défini sur base des principaux arguments de ses promoteurs, des mesures déjà prises en son nom et des enjeux pour le monde du travail. Dans la première partie, trois experts analysent le concept plus en profondeur. Dans la deuxième partie, la parole est donnée à des acteurs de l'État social actif (de Frank Vandenbroucke, souvent présenté comme 'l'inventeur' du concept, à Yves Martens, animateur du Collectif Solidarité contre l'Exclusion et porte-parole de la plateforme contre la chasse aux chômeurs). La conclusion donne des éléments de réflexion pour construire une position syndicale.



Document également consultable en ligne : http://issuu.com/fgtbbxl/docs/letat_social_actif

FELTESSE Patrick, REMAN Pierre, **Comprendre la sécurité sociale pour la défendre face à l'État social actif**, Couleur Livres, 2006, 232 p.

Cote : T CIT sécu

La sécurité sociale contribue à limiter les inégalités et à fonder la cohésion sociale. Dans une société de plus en plus confrontée à la compétition économique, l'accès de tous à des soins de santé de qualité et l'assurance d'une certaine sécurité d'existence en dépendent. Toutefois, aujourd'hui, le risque existe d'une déconstruction progressive. C'est pourquoi cet ouvrage veut promouvoir la participation du plus grand nombre à la défense des valeurs et de l'efficacité de ce système de protection sociale, en facilitant la connaissance de base et la compréhension des enjeux actuels. L'ouvrage livre une information à la fois fiable, synthétique et suffisante sous forme de 21 fiches et de 21 débats qui traitent des divers aspects ayant trait à la sécurité sociale comme les fondements de la sécurité sociale, les finalités de l'ESA, l'allongement des carrières face à l'impact du vieillissement, la privatisation croissante de la protection sociale, etc. Il pourra ainsi contribuer à lancer des débats dans les associations, divers organismes et mouvements, les multiples réunions auxquelles des citoyens participent... ou ailleurs encore.

CASTEL Robert, **Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précarité?** [article], in PAUGAM Serge (dir.), **Repenser la solidarité : L'apport des sciences sociales**, PUF, Le Lien social, 2007, pp. 415-433

Cote : TRVSOC pau

Les différentes formes d'emplois atypiques ont toutes comme caractéristiques de casser les garanties du droit du travail et le statut de l'emploi. Elles promeuvent une remarchandisation totale du rapport salarial qui efface les garanties et droits sociaux. Les populations en situation de non-emploi ou de sous-emploi ne sont plus agents de la construction des solidarités mais en situation de dépendance. Une véritable solidarité assurant une interdépendance organique entre membres de la société exige que tous soient pourvus des ressources et droits communs qui constituent la citoyenneté sociale.

Cet article nous permet de faire le lien entre la situation du marché du travail et l'État social actif dans la mesure où les droits sociaux tendent à être remplacés par des mesures d'activation et où les nouvelles formes du travail permettent d'exercer une pression à la fois sur les travailleurs et sur ceux qui sont poussés à accepter toute proposition de travail, quelles que soient les conditions offertes.



EFFETS DES MESURES D'ACTIVATION SUR LE PUBLIC ET RETOMBEES SUR LE TRAVAIL SOCIAL

CURIE Raymond, **Le travail social à l'épreuve du néolibéralisme : Entre résignation et résistance**, L'Harmattan, 2010, 154 p.

Cote : TRVSOC curi

Dans les années 70, on a beaucoup parlé de contrôle ; dans les années 80 et 90 est apparu le mot partenariat ; avec les années 2000, il est de plus en plus question d'intervention. Alors où en est le travail social à l'heure actuelle ? Peut-il s'adapter aux évolutions des politiques libérales ? Comme l'a expliqué longuement Pierre Bourdieu, le développement d'une mondialisation globalisée exige deux orientations principales : tout d'abord, une ouverture de tous les secteurs, y compris les services publics, à la logique du marché et de la concurrence, mais en parallèle, une répression accentuée avec une logique de pénalisation des problèmes sociaux. Deux logiques différentes guident par ailleurs les pratiques du secteur social : l'intervention sociale et le travail social. Si les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis le milieu des années 80 ont soutenu de plus en plus une logique d'intervention sociale, plus 'intéressante' au niveau économique car basée sur la compétence, le transitoire, le suivi, une logique de service traitant surtout les symptômes des problèmes, les professionnels du travail social défendent, quant à eux, la qualification, le long terme, l'accompagnement, la relation d'aide avec un travail articulant l'individuel et le collectif et recherchant les causes des problèmes.

COCKX Bart, DEJEMEPE Muriel, VAN DER LINDEN Bruno (dir.), **Évaluation de l'activation du comportement de recherche d'emploi**, Academia Press, Politique scientifique fédérale, 2011, 240 p.

[Ressource virtuelle]

La procédure d'ACR d'Activation du comportement de recherche d'emploi (ACR) favorise-t-elle un retour plus rapide à l'emploi ? Et si oui, dans toutes les régions, pour tous les types de demandeurs d'emploi ? Et si oui, n'est-ce pas au détriment de la qualité des emplois acceptés ? Voilà la nature des questions abordées dans cette étude dont les auteurs ont suivi des chômeurs indemnisés, âgés de 25 à 30 ans, de mi-2004 à fin 2006, soit les personnes concernées par la 1re phase de l'ACR.

Ouvrage téléchargeable : www.belspo.be/belspo/ta/publ/academia-comportement%20recherche%20emploi_U1650_16x24.pdf

HERMAN Ginette, **Travail, chômage et stigmatisation**, De Boeck, 2007, 403 p.

Cote : ISP EXCL her

Est-ce la faute d'un chômeur s'il est sans emploi ? Que l'on analyse les déclarations faites par de nombreux acteurs politiques et patronaux, ou encore les mesures publiques destinées à l'insertion socioprofessionnelle, la réponse à cette question est le plus souvent affirmative. De surcroît, cette opinion se trouve répandue parmi les travailleurs actifs, même s'ils ont été eux-mêmes récemment privés d'emploi. En d'autres mots, malgré les taux élevés de chômage partout en Europe, les chômeurs sont souvent considérés comme responsables non seulement du problème qu'ils vivent mais aussi de la solution à y apporter. Cette opinion en fait un groupe social au regard duquel s'exercent des formes multiples de stigmatisation. Cet ouvrage a pour objectif d'étudier les conséquences de la stigmatisation sur les processus cognitifs, motivationnels et sociaux des personnes privées d'emploi. En particulier, il analyse son impact sur l'accès à l'emploi et la santé mentale. Il examine également les stratégies que mettent en place les chômeurs pour restaurer une image positive d'eux-mêmes et le rôle que jouent à ce propos les organismes d'insertion socioprofessionnelle.



DEMORTIER Isabelle, **Obligation ou droit de se former ?**, in Journal de l'alpha, n°170, septembre 2009, pp. 54-60

Dans la foulée de différentes prises de position et constats (du Collectif Alpha, de la FEBISP...), Lire et Ecrire Verviers a organisé en mai 2009 une rencontre des organismes concernés par les retombées de l'application du PAC (Plan d'accompagnement des chômeurs). dans la région de Verviers (ONEM, FOREM, OISP, syndicats, CPAS, régies de quartier et apprenants en alphabétisation) afin de leur permettre de partager expériences et avis sur la question. L'article débouche sur une série de revendications proposées par les participants.

Quelle politique d'accompagnement des chômeurs à Bruxelles ? : La position de la FeBISP sur la politique d'activation, suivi de : Mémorandum de la FEBISP : Le volet revendications, in Journal de l'alpha, n°170, septembre 2009, pp. 67-77

Pour une partie des personnes 'activées' par le PAC et reçues par les opérateurs d'insertion socioprofessionnelle (OISP), le processus d'activation tel qu'il est mis en œuvre ne suscite ni une réflexion sur leur parcours d'insertion ni l'élaboration d'un réel projet professionnel. Il est avant tout vécu comme une contrainte à laquelle elles doivent se soumettre à tout prix dans les temps impartis, ce qui n'est pas sans engendrer des conséquences négatives sur la personne mais aussi sur le travail des OISP. En réaction à cette situation, la FEBISP (Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle) a appelé à une réforme de la politique d'activation des chômeurs...

Le Mémorandum de la FEBISP présente les revendications du secteur des OISP bruxellois, notamment suite à l'impact de la politique d'activation des chômeurs qui a poussé un nombre important de demandeurs d'emploi vers les OISP...

Pour améliorer la qualité de l'insertion socioprofessionnelle en Wallonie : Le Mémorandum de l'Interfédé, in Journal de l'alpha, n°170, septembre 2009, pp. 78-88

Le Mémorandum rédigé en 2009 par l'Interfédé (Interfédération wallonne des entreprises de formation par le travail et des organismes d'insertion socioprofessionnelle) se décline en deux parties : la première partie concerne le Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle (DIISP) et son opérationnalisation, la seconde s'attache plus particulièrement à la législation relative aux EFT et OISP. Les analyses et propositions concernent notamment les retombées du PAC sur le secteur de l'ISP.

KINET Véronique, **La problématisation par les travailleurs de l'ISP du contrôle des sans-emplois dans la logique d'État social actif. Analyse par les Économies de la grandeur** [mémoire de fin d'études présenté en vue de l'obtention du diplôme de master en politique économique et sociale], UCL, janvier 2012, 161 p.
[Ressource virtuelle]

L'entrée en vigueur au 1er janvier 2008 du nouveau décret s'appliquant aux EFT et aux OISP, associée à d'autres mesures comme le Plan d'accompagnement des chômeurs, a notamment eu pour conséquence de recentrer l'action de ces organismes sur un public précarisé et éloigné de l'emploi. Il leur était parallèlement dévolu de jouer un rôle de contrôle et de sanction en lien avec les politiques d'activation des chômeurs. Les travailleurs œuvrant dans le secteur de l'ISP (personnel administratif comme formateurs) ont ressenti un malaise par rapport à ces mutations et se sont sentis interpellés quant à leur identité de travailleurs sociaux et à leurs pratiques professionnelles. Dans son mémoire, Véronique Kinet émet l'hypothèse que les réponses apportées par l'organisation aux nouveaux impératifs imposés par les pouvoirs publics, issus du référentiel normatif de l'État social actif, entrent en conflit avec le référentiel des travailleurs. À partir de là, elle formule sa question de recherche de la manière suivante : « L'État social actif met en place un référentiel, c'est-à-dire des principes structurants. Le travailleur approuve-t-il ces principes ou les conteste-t-il ? Si oui,



au nom de quoi ? (...) Les travailleurs se conforment-ils à ces principes structurants ? Les infléchit-il ? Et si oui dans quel sens ? Les contourne-t-il ? Si oui, comment ? »

Ressource virtuelle téléchargeable sur notre catalogue en ligne à la page : www.cdocollectif-alpha.be/Record.htm?idlist=2&record=19113852124919310349



TEMOIGNAGES DES VICTIMES DE L'ESA : LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

DE RAEVE Vincent, **Carnets d'un garde-chasse**, Couleurs Livres, 2007, 96 p.
Cote : ISP EXCL der

Ce livre nous convie à une singulière rencontre : celle d'un travailleur employé par un grand syndicat et accompagnateur de chômeurs activés par l'ONEM... qui vit, dans son travail quotidien, au cœur des événements et des fracas... Vincent De Raeve observe avec minutie et circonspection les relations qui se nouent entre les 'accompagnateurs' et les demandeurs d'emploi. Il note, engrange et répertorie les paradoxes, les inanités, les chaussetrappes du système. Il nomme mais il n'accuse pas. Il sait que les rapports entre le monde du travail et celui des sans travail sont de plus en plus autistes et schizophrènes. Ce livre n'est pas un réquisitoire mais un état des lieux des contradictions dans lesquelles chaque interlocuteur se débat.

> Voir aussi la présentation dans le Journal de l'alpha (avec extraits de l'ouvrage), n° 169, juin 2009, pp. 84-86.

Lire et Ecrire Hainaut occidental, **Chômeur 'exemplaire' recherche emploi**, in Journal de l'alpha, n° 170, septembre 2009, pp. 61-66

Suite à la mise en place du Plan d'activation des chômeurs, deux groupes d'apprenants (un groupe de Tournai et un groupe de Leuze), ayant commencé par comparer les contrats d'activation des uns et des autres, ont mené des débats sur la manière dont ils vivent l'imposition des 'mesures d'accompagnement'. Et de se questionner finalement sur le droit au travail et à la formation.

Eduardo CARNEVALE
Centre de documentation du Collectif Alpha

Les ouvrages et documents présentés
dans cette sélection sont disponibles en prêt
au Centre de documentation du Collectif Alpha:
rue de Rome 12 - 1060 Bruxelles
tél : 02 533 09 25
courriel : cdoc@collectif-alpha.be
Site (avec catalogue en ligne) :
www.collectif-alpha.be/rubrique10.html
Les revues sont à consulter sur place.

